

LECTURE SUIVIE

De la Démocratie en Amérique, Alexis de Tocqueville, 1835 (partie 4)

Quelles sont les conséquences de la liberté et de l'égalité défendues par la démocratie moderne ?

► Thèse et hypothèse

La liberté politique, pensée comme indépendance de l'individu, est un pilier de la démocratie moderne. Elle recouvre les libertés individuelles de penser, de croire, de se rassembler, de voter les lois. Mais le repli des individus modernes sur leur sphère privée conduit à l'abandon progressif du pouvoir à un gouvernement de plus en plus centralisé, qui peut ouvrir sur un paternalisme définissant un despotisme d'un nouveau genre. Parallèlement, l'égalité des conditions adoucit certes les mœurs, mais le sentiment d'injustice perdure malgré une égalité grandissante, chacun devenant sensible à la moindre inégalité.

► Présentation

Alexis de Tocqueville rédige les deux tomes de *De la Démocratie en Amérique* après un voyage accompli avec Gustave de Beaumont en 1831-1832 pour étudier le système pénitentiaire américain. Né d'une famille d'aristocrates décimée par la Terreur (1793), Tocqueville aurait pu dénigrer l'idée de démocratie, la voyant intimement liée à la violence révolutionnaire. Toutefois, il analyse « le fait de l'égalité des conditions » des Américains comme un état vers lequel toute société moderne tend irrémédiablement. Les États-Unis, indépendants depuis 1776, lui offrent un laboratoire pour observer ce que pourrait être une « démocratie pure ». Richesses et écueils possibles de ce qui se veut « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » doivent être mesurés, pour reprendre les mots d'Abraham Lincoln, dans son discours de Gettysburg daté de 1863.



Le premier tome de *De la Démocratie en Amérique* paraît en 1835. Vrai succès, il ouvre à Tocqueville la voie de la célébrité et de la politique en produisant une description et une analyse des institutions américaines. La démocratie n'y apparaît pas seulement comme un régime politique, mais se trouve éclairée comme un « état social ». La première partie définit le « principe de la souveraineté du peuple » : système communal et système fédéral permettent à tous de participer au pouvoir. La seconde partie montre comment cela est rendu possible grâce à la liberté de la presse, aux associations politiques et au vote universel, conduisant le peuple à apprécier l'idée des droits comme inestimable et à respecter la loi. Toutefois, Tocqueville examine le risque d'une « tyrannie de la majorité » et la manière dont la décentralisation du pouvoir peut la contrer.

Le second tome, publié en 1840, compare davantage Amérique et Europe. Il y étudie dans la première partie l'influence de la démocratie sur le mouvement intellectuel, tandis que dans la seconde partie, c'est l'amour de l'égalité qui est au cœur de l'analyse, dans un pays qui prône l'individualisme.

► Analyse de l'œuvre

A. L'anarchie est-elle plus à craindre que la servitude ?

Le chapitre I de la quatrième partie du tome II défend que la servitude est paradoxalement plus à craindre que l'anarchie. Tocqueville part du principe selon lequel l'égalité rend les hommes plus indépendants les uns des autres, ce qui les conduit à prendre l'habitude de ne suivre que leur propre volonté. Ils ne sont donc pas très enclins à accepter de se soumettre à une quelconque autorité, amoureux qu'ils sont de la liberté politique. Par conséquent, les hommes démocratiques tendent tout naturellement vers des institutions libres, dont ils élisent les dirigeants.

Tout cela apparaît comme absolument positif, sauf à s'inquiéter de voir cet amour de l'indépendance dériver en anarchie. L'anarchie semble pouvoir survenir dès que le pouvoir national vient à s'affaiblir. Cela effraie d'autant plus que l'anarchie prend un visage beaucoup plus inquiétant dans les démocraties que dans tout autre régime, ainsi qu'en témoigne le cycle des révolutions sans fin que connaît la France depuis 1789.

Toutefois, Tocqueville pense qu'un mal est encore plus à craindre que ce désordre social : le paternalisme. Car si un chemin direct conduit de l'indépendance à l'anarchie comprise comme absence d'ordre, un chemin plus long conduit tout aussi sûrement de la trop grande docilité des citoyens à une forme de despotisme d'un genre nouveau. Invisible, le paternalisme crée des chaînes nouvelles que l'individu ne perçoit pas.

B. Les représentants du peuple doivent-ils sans cesse agir et « avoir à tout la main » ?

Le chapitre II de la quatrième partie du tome II interroge les effets de la centralisation du pouvoir. Tandis que dans les gouvernements aristocratiques, des pouvoirs intermédiaires venaient exercer leur pouvoir, cela devient inimaginable dans les gouvernements démocratiques. La démocratie développe l'idée d'un pouvoir simple, unique, dont la législation s'étend uniformément sur tous ses membres. Le moindre privilège est perçu comme un véritable scandale et on cherche à l'abolir. L'effet qui en résulte est que le poids de l'individu diminue à mesure que le poids de la société grandit. Chaque citoyen, semblable aux autres, se fond dans une foule immense : « on ne perçoit plus que la vaste et magnifique image du peuple ».

Là encore, cela pourrait n'être que positif. Mais Tocqueville remarque que progressivement, les représentants du peuple se présentent comme les seuls à savoir ce qu'il faut faire et finissent par traiter les individus comme autant d'enfants à mener par la main. Comme les individus lui confient tout pouvoir sans limite, le gouvernement devient omnipotent. La souveraineté du peuple, érigée en dogme, finit par faire naître l'idée d'un droit tout puissant et unique exercé par le gouvernement.

C. Quel risque politique l'individualisme nous fait-il courir ?

Au chapitre III de la quatrième partie du tome II, l'individualisme des Modernes est perçu comme la conséquence de l'absence de hiérarchie entre les hommes. Cet individualisme est abordé dans ce chapitre non comme un avantage, la garantie de l'indépendance, mais comme une source d'isolement et de repli sur la sphère privée. L'individualisme se traduit en égoïsme et en solitude du citoyen moderne. Il en résulte un abandon du soin des affaires communes à l'État. Naturellement, l'individu a tendance à s'occuper uniquement de ses affaires particulières : elles lui prennent du temps et l'épuisent. S'intéresser à la vie politique soudain lui coûte. L'amour croissant du bien-être et la nature mobile de la propriété lui font redouter le désordre et privilégier « l'amour de la tranquillité ».

Or, en voulant empêcher l'anarchie pour préserver leur propriété individuelle, les citoyens renforcent la centralisation d'un pouvoir, pensant qu'il va éviter le désordre pour se maintenir lui-même. Paradoxalement, des individus qui ne supportent pas les ordres d'un supérieur vont tolérer un État omnipotent. Or, cet État omnipotent va renforcer l'uniformité, ne faisant aucune distinction entre les hommes. Cette centralisation naturelle crée une sympathie très forte entre individus et souverain, car de part et d'autre, c'est la même chose qui est désirée, à savoir cette unité du pouvoir.

D. Quelles peuvent-être les conséquences néfastes d'un amour excessif de la tranquillité publique ?

Au chapitre IV de la quatrième partie du tome II, Tocqueville entreprend une comparaison entre les Américains et les Européens sur un point particulier : celui du rapport entre égalité et liberté. Les Américains ont longtemps vécu libres avant de devenir égaux, par conséquent, l'instinct de la liberté se maintient chez eux et l'indépendance n'est pas compromise par la centralisation du pouvoir. Au contraire, chez les Européens, l'égalité se développe depuis l'époque monarchique, avant le développement de l'idée de liberté : la centralisation va donc pouvoir se développer à l'extrême, les individus étant réduits à néant.

Les Européens ont refusé les corps intermédiaires, car ils ont obtenu la démocratie par le moyen d'une révolution violente, où des aristocrates ont été tués : la centralisation est apparue comme une évidence. Par contraste, les Américains n'ont pas eu à faire de révolution violente : ils se sont d'emblée gouvernés eux-mêmes et n'ont pas eu à charger l'État de leur servir de tuteur.

Si les Européens cèdent à un amour excessif de la tranquillité publique sans créer des associations libres où ils s'investissent, une tyrannie les guette. Les Européens, sortant d'une révolution sanglante et furieuse qui a ébranlé toute croyance, peuvent manifester un amour pour l'ordre excessif, favorisant la centralisation sans le contrepois salubre des associations ou de la religion.

E. L'État doit-il surveiller ses citoyens et dans quelles limites ?

Au chapitre V de la quatrième partie du tome II, Tocqueville revient sur la conséquence d'une égalité poussée à l'extrême : la révolution a supprimé les corps intermédiaires et sans intermédiaire entre l'État et les citoyens, un despotisme nouveau se développe. L'État parvient à diriger par lui-même les moindres citoyens et « à conduire chacun d'eux dans les moindres affaires ». Il s'occupe de la charité pour les pauvres et de l'éducation, qui devient nationale. Tout est alors uniformisé. Le droit à la différence diminue. L'État gère même la religion. L'indépendance individuelle en devient limitée.

La surveillance étatique est généralisée. L'État ne se contente pas de surveiller le peuple, il veut surveiller chaque individu. Cela est renforcé par le fait que les particuliers sollicitent l'État pour chaque problème du quotidien. L'État devient inquisiteur : il entre trop dans la sphère privée des gens. En gérant l'argent des riches et des pauvres par l'intermédiaire des systèmes d'emprunts et de caisses d'épargne, l'État inspire certes confiance à tous. Mais en devenant le grand administrateur de toute notre vie, l'État devient aussi le grand surveillant général de nos vies. Cela est aggravé par le fait qu'il dirige l'industrie et s'approprie tout. Le gouvernement se présente comme le berger d'un peuple industriel et hétéroclite.

F. Comment les citoyens doivent-ils faire pour concilier le besoin d'être conduits et l'envie de rester libres ?

Au chapitre VI de la quatrième partie du tome II, Tocqueville souligne un paradoxe : les Empires de l'Antiquité n'ont jamais prétendu gouverner le moindre fait et geste de leurs sujets. La tyrannie des plus grands despotes ne s'exerçait que sur certains points bien particuliers, par sur toute la vie des individus dans le détail.

On peut penser que si le despotisme survenait dans l'Europe ou l'Amérique modernes, il serait plus doux. L'égalité de tous les individus les rend plus doux et un peuple aux mœurs douces conduit ses dirigeants à la douceur et à la modération. Le danger actuel n'est donc pas de rencontrer des tyrans cruels, mais de laisser à des tuteurs bienveillants le soin de guider tout le détail de nos vies.

Peut-on encore parler de despotisme dans ce cas ? Il faut peut-être inventer un nouveau terme pour désigner cette nouvelle forme de despotisme. Il se produit quand les individus sont isolés, qu'ils se sentent étrangers aux autres, et que le mot de patrie ne signifie plus rien pour eux. Il se produit quand au-dessus de ces individus médiocres, au comportement uniformisé, s'élève un immense pouvoir qui les maintient de manière paternaliste dans l'enfance, gérant leur bonheur à leur place.

Le risque majeur est que cet État leur ôte jusqu'à l'envie ou le droit de penser par eux-mêmes. Tocqueville emploie la métaphore du berger et de son troupeau pour qualifier ce despotisme doux.

G. Quel peut être le rôle des associations politiques dans la démocratie ?

Dans le chapitre VII de la quatrième partie du tome II, Tocqueville part du principe que seule l'égalité peut être le fondement de la politique : il sera impossible de revenir à une société hiérarchisée de type aristocratique pour consolider le pouvoir. Par conséquent, puisque l'égalité doit être admise comme un fait, le pouvoir doit se centraliser et être fort. Mais pour contre-balancer son pouvoir, il faut que l'État rencontre des limites du côté des individus.

C'est sur ce point que les associations politiques peuvent jouer leur rôle. Elles peuvent développer la liberté et l'indépendance des individus sans compromettre leur égalité fondamentale. Les simples citoyens, faibles individuellement, peuvent devenir forts par le biais de leur activité dans des associations.

Une autre source possible pour limiter la centralisation nécessaire du pouvoir et son uniformisation est la presse, qui doit donc absolument rester libre. L'indépendance personnelle ne se joue pas tant dans les grandes assemblées politiques où l'on proclame la souveraineté du peuple que dans la lecture de la presse. Les journaux sont « par excellence, l'instrument démocratique de la liberté ».

Parallèlement aux associations libres et à la presse, ce sont les tribunaux qu'il faut maintenir dans l'indépendance : même si les tribunaux suivent des protocoles qui semblent longs, ils sont indispensables pour le maintien de l'indépendance individuelle.

► Conclusion

L'ouvrage de Tocqueville cherche à concilier l'amour pour l'égalité et l'amour pour la liberté qui anime les individus modernes. Pour ce faire, deux écueils sont à éviter.

Le premier écueil résulte du fait que certains ont peur de l'égalité, redoutant la révolution et l'anarchie si les pauvres se rebellent pour obtenir les mêmes droits individuels que les autres. Ils abandonnent donc la liberté parce qu'elle serait dangereuse. Ils ont peur de leur propre liberté. Paradoxalement, c'est comme s'ils avaient peur d'eux-mêmes.

Le second écueil est la conséquence du fait que d'autres suivent une autre route : la liberté leur semble impossible. Admettant que la servitude est nécessaire, ils commencent à aimer l'idée d'un maître qui leur commanderait.

Tocqueville veut éviter ces deux écueils. Il lui faut donc montrer que l'égalité des conditions est un fait et que la liberté est possible, mais à certaines conditions bien précises. Le

goût de l'indépendance anime les individus modernes et ne pourra être étouffé. Il évitera les despotismes à venir. Tocqueville veut surtout nous inviter à la vigilance et nous rendre prêts à nous battre pour cette indépendance individuelle précieuse.

Pour répondre à la problématique générale qui était la nôtre au début de cette lecture suivie, à savoir celle de mesurer les conséquences de la liberté et de l'égalité dans nos démocraties modernes, nous pouvons conclure de cette lecture que, selon Tocqueville, l'égalité des conditions a conduit à plus de justice et à un adoucissement des mœurs grâce au dogme de la souveraineté du peuple. Le respect pour la loi et les institutions en est sorti grandi. Toutefois, cela ne doit pas se faire au prix du sacrifice des libertés individuelles. Le citoyen doit veiller à lutter contre la centralisation du pouvoir grâce aux associations, à la lecture de la presse et à la défense de sa sphère privée.

► Importance de cette œuvre

Comme Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville a bien compris que la coupure entre sphère publique et sphère privée et le repli des citoyens sur le bien-être matériel particulier marquaient une nette différence avec le monde antique. La liberté n'est plus perçue par les individus modernes comme la participation directe au pouvoir collectif mais comme l'indépendance dans la sphère privée. La démocratie ne doit donc pas, selon ces deux penseurs, être pensée comme le fait Rousseau dans *Du contrat social*.

Cette œuvre sera relue avec intérêt par Raymond Aron, qui la lit comme une alternative à l'interprétation contemporaine de Karl Marx, dans *Le Capital*. Tandis que Karl Marx interprète l'égalité des conditions comme un idéal à atteindre par la révolution, Tocqueville la décrit comme un fait inéluctable, déjà préparé par la monarchie. Tandis que Marx est déterministe, Tocqueville pense que la destinée des peuples est dans les mains des individus, s'ils restent vigilants et actifs.